

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 24/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DALKIA Grand Paris Sud Energie Positive

Avenue de la Liberté
91000 Évry-Courcouronnes

Références : D2025 0037
Code AIOT : 0006504212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement DALKIA Grand Paris Sud Energie Positive implanté 1 Ave de la Liberté 91000 Évry-Courcouronnes. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DALKIA Grand Paris Sud Energie Positive
- 1 Ave de la Liberté 91000 Évry-Courcouronnes
- Code AIOT : 0006504212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie, exploitée par Grand Paris Sud Energie Positive (ex GEI EVRY) par délégation de service public, assure la production de chaleur et d'eau chaude sanitaire sur le territoire de la communauté d'agglomération Evry Centre Essonne, principalement pour la commune d'Evry. Cela représente une surface de chauffe d'environ 2 millions de m² et un réseau de chaleur d'environ 40km pour 16 400 habitants.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 3.2.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
4	Vérification annuelle d'étanchéité	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.2.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Equipement de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.5.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 2	/	Sans objet
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 3.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.2.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Contrôle périodique des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 2.2.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Respect des VLE - Chaudières	Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 4	/	Sans objet
10	Respect des VLE - Cogénération	Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 5	/	Sans objet
11	QAL1	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 2.2.2.3	/	Sans objet
12	QAL2	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 2.2.2.3	/	Sans objet
13	QAL3	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 2.2.2.3	/	Sans objet
14	AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
15	Management environnementale	Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 3 - art. 1.8.3	/	Sans objet
16	Management de l'énergie	Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 3 - 1.8.4	/	Sans objet
18	Vérification des équipements de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.5.2	/	Sans objet
19	Système de détection	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.3.6	/	Sans objet
20	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 4.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
21	Registre déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	/	Sans objet
22	Rétention	Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 25 novembre 2025 a permis de lever plusieurs non-conformités relevées lors de l'inspection du 16 décembre 2022.

Néanmoins, des compléments restent attendus de la part de l'exploitant concernant la justification des moyens de défense incendie au regard de l'article 6.5.4 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010, le renouvellement du certificat QAL1 des systèmes d'analyse en continu, ainsi que la transmission des résultats de la campagne de mesure dans les eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 2

Thème(s) : Situation administrative, ...

Prescription contrôlée :

L'article 1.21 « liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » est modifié. Le tableau récapitulatif des installations classées est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro rubrique	de	Régime
Combustion de combustible dans des installations d'une puissance thermique nominale égale ou supérieure à 50 MW.	- Une unité de cogénération composée de 2 TAG fonctionnant au gaz naturel de puissance de 172 MW. - 4 Chaudières G21, G22, G31, G32 fonctionnant au gaz naturel de puissance individuelle de 30 MW. Soit une puissance nominale totale de 137,2 MW.	3110		A

A (Autorisation)

Constats :

Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant indique qu'aucune modification n'est intervenue depuis la dernière inspection du 16 décembre 2022. L'installation se compose :

- de deux turbines à gaz (TAG) fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance unitaire de 17,2 MW ;
- de quatre chaudières (G21, G22, G31, G32) fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance unitaire de 30 MW.

L'exploitant précise que le contrat d'obligation est arrivé à son terme pour la première TAG en mars 2025 et qu'il arrivera à échéance en mars 2026 pour la seconde TAG. Les TAG ne sont presque pas utilisées depuis 2023. Le devenir de ces équipements reste à ce jour incertain.

La puissance totale de l'installation est de 137,2 MW, avec un classement au régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3110, conformément à la situation administrative actée dans l'arrêté préfectoral du 6 août 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : prélèvement maximal annuel : 1 500 m³.

Constats :

Lors de l'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant présente les relevés du compteur d'alimentation en eau potable du site.

L'inspection des installations classées constate que les relevés de consommation sont réalisés à une fréquence mensuelle. Le document de suivi des relevés porte le libellé « Appoint réseau centrale ».

L'inspection des installations classées constate que la consommation d'eau potable pour l'année 2021 s'élève à 14 416 m³. **Ce volume excède le prélèvement annuel maximal autorisé de 1 500 m³ par l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010.**

L'exploitant indique que ce volume est principalement dû à des fuites présentes sur l'ensemble du réseau de distribution. Il précise que ce réseau présente une longueur d'environ 54 km pour un volume d'eau estimé à environ 7 000 m³.

Lors de l'inspection, l'exploitant présente les données de suivi relatives aux pertes sur le réseau. Il précise que ce point fait l'objet d'une surveillance particulière, mais que la réduction des volumes d'appoint demeure difficile, notamment en raison de l'ancienneté du réseau.

En conséquence, il est demandé à l'exploitant de transmettre un porter-à-connaissance à Monsieur le préfet afin de solliciter une augmentation du volume annuel maximal de consommation d'eau potable et d'en justifier la pertinence.

Par courriel du 10 mars 2023, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées des éléments relatifs à l'analyse de la consommation d'eau potable et à l'adéquation des volumes consommés avec les caractéristiques du réseau. L'exploitant s'appuie notamment sur le rapport AMORCE/ADEME de février 2019 relatif aux réseaux de chaleur afin d'analyser les volumes d'appoint d'eau potable, exprimés en m³/MWh.

L'exploitant présente les taux d'appoint suivants :

- 2020 : 0,061 m³/MWh

- 2021 : 0,057 m³/MWh
- 2022 : 0,037 m³/MWh

L'inspection des installations classées constate que les critères mentionnés dans le rapport AMORCE/ADEME précité permettent de qualifier le fonctionnement d'un réseau de chaleur selon des plages indicatives de performance. Au vu des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection des installations classées constate que l'analyse présentée est cohérente au regard des critères issus du rapport AMORCE/ADEME mobilisés par l'exploitant et que le fonctionnement du réseau s'inscrit, selon cette analyse, dans un régime qualifié d'acceptable.

Dans sa réponse, l'exploitant précise que toutes les actions possibles sont mises en œuvre afin de limiter les appoints en eau potable. Il estime toutefois qu'un prélèvement annuel maximal de 16 000 m³ constituerait un seuil plus adapté au regard du volume et des caractéristiques du réseau.

Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant précise que les fuites sont principalement dues à la dégradation des conduites, lesquelles sont d'autant plus sensibles que le réseau fonctionne à des températures plus basses. Il indique que, pour des raisons d'économies d'énergie, les réseaux de retour sont désormais exploités à des températures réduites, ce qui accroît leur sensibilité aux agressions extérieures. L'exploitant précise néanmoins que les fuites font l'objet d'une surveillance régulière, qu'elles sont identifiées en interne et traitées dès que possible.

Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les relevés de consommation d'eau potable pour les années 2023, 2024 et 2025 (jusqu'au mois d'octobre 2025). Les volumes consommés sont les suivants :

- 2023 : 7 386 m³
- 2024 : 12 731 m³
- 2025 (jusqu'en octobre) : 8 792 m³

L'inspection des installations classées constate que les consommations annuelles demeurent supérieures au seuil fixé par l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010. Toutefois, les volumes observés restent inférieurs au seuil de 16 000 m³ sollicité par l'exploitant.

Au vu des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection des installations classées considère que la modification demandée par l'exploitant est notable mais non substantielle. Cette évolution fera l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires visant à porter le prélèvement annuel maximal autorisé à 16 000 m³.

Ce point est donc soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 3.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies</p>
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant présente le rapport Bureau Veritas n° 797 407 15462559 002 001 001, daté du 14 septembre 2022, intitulé « Rapport d'essais - rapport de prélèvements instantanés d'eau pluviale ».</p> <p>Ce rapport rappelle les valeurs limites applicables au titre de l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010 et conclut à la conformité des résultats d'analyses. Toutefois, pour le point de prélèvement « proche accueil », le rapport indique une conformité pour le paramètre « hydrocarbures totaux » alors qu'aucune valeur analytique n'est renseignée pour ce paramètre. L'absence de résultat chiffré ne permet pas de justifier la conformité annoncée pour ce paramètre.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de solliciter son prestataire afin de justifier la conformité mentionnée ou, le cas échéant, de transmettre un résultat analytique conforme pour ce paramètre.</p> <p>Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport APAVE du 5 novembre 2025 relatif au prélèvement d'eaux résiduaires, réalisé au point de rejet « Rejet EU ». Le rapport mentionne en page de garde la mention « sans observation ». Par sondage, l'inspection des installations classées constate que les résultats présentés sont conformes aux valeurs limites applicables.</p> <p>Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la réalisation des analyses relatives aux eaux pluviales. L'exploitant indique que la commande a été passée auprès du prestataire, mais que les analyses n'ont pas encore été réalisées.</p> <p>Par courriel du 9 décembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'accusé de réception de la commande ou le contrat signé avec l'APAVE, daté du 16 septembre 2025. À la date de l'inspection, les analyses des eaux pluviales prévues par l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010 ne sont pas réalisées.</p> <p>L'exploitant devra transmettre le rapport d'analyses correspondant dès sa réception et s'assurer que l'ensemble des paramètres requis par l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010 est bien analysé.</p> <p>Ce point n'est donc pas soldé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Vérification annuelle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023
Prescription contrôlée : <p>Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.</p>
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant indique que les tuyauteries du site font l'objet de contrôles d'étanchéité réalisés à une fréquence annuelle. Toutefois, aucun justificatif n'est présenté lors de l'inspection permettant de vérifier la réalisation effective de ces contrôles. L'absence de justificatifs ne permet pas de confirmer la réalisation des contrôles d'étanchéité déclarés par l'exploitant.</p> <p>Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant indique que les contrôles d'étanchéité sont effectivement réalisés et présente un registre de suivi des contrôles. L'inspection des installations classées demande l'ouverture de certains documents afin de vérifier la cohérence des informations présentées avec les contrôles d'étanchéité réalisés. Ces documents ne sont pas disponibles le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant s'engage à transmettre, à la suite de l'inspection, les documents nécessaires afin de permettre une analyse plus approfondie des contrôles réalisés.</p> <p>À la date de l'inspection, les éléments transmis ne permettent pas de vérifier de manière exhaustive la réalisation et la conformité des contrôles d'étanchéité pour l'année 2025.</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs relatifs aux contrôles d'étanchéité réalisés en 2025 afin de permettre la levée de ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en prenant en compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant présente un inventaire des produits stockés sur le site. Toutefois, cet inventaire ne précise ni les quantités stockées ni la localisation des produits. L'inventaire présenté n'est pas conforme aux dispositions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010.</p> <p>Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant présente un inventaire des produits stockés mentionnant, pour chaque produit, les quantités correspondantes ainsi que leur localisation sur le site, conformément aux dispositions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de présenter la fiche de données de sécurité (FDS) du produit « ZEROTRICLO ». L'inspection des installations classées constate que la FDS présentée :</p> <ul style="list-style-type: none">• est rédigée en langue française ;• est datée du 18 novembre 2020 ;• comporte 16 rubriques ;• est indiquée comme conforme au règlement REACH. <p>L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant doit notamment s'assurer de disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés à chaque produit, conformément aux recommandations figurant à la rubrique 5 des fiches de données de sécurité, et de veiller à disposer des versions les plus récentes des FDS. L'exploitant indique qu'un travail est en cours dans ce sens.</p> <p>Au vu des éléments présentés lors de l'inspection, ce point est considéré comme soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023
Prescription contrôlée : <p>Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et en respectant les règles de consignes particulières.</p>
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant présente un permis de feu délivré le 13 décembre 2022. L'inspection des installations classées constate que, si le permis de feu mentionne la traçabilité de la deuxième ronde de surveillance, les heures de début et de fin des travaux ne sont pas renseignées. L'absence de ces informations ne permet pas de s'assurer que la surveillance a bien été réalisée après la fin des travaux.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le permis de feu doit permettre d'assurer la traçabilité des heures de début et de fin des travaux ainsi que des horaires des rondes de surveillance, y compris après travaux.</p> <p>Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un exemple de permis de feu actuellement utilisé. Ce document comporte les champs nécessaires à la traçabilité des heures de début et de fin des travaux ainsi que des horaires de surveillance après travaux. Il comprend également une notice explicative rappelant notamment l'importance de la surveillance après travaux.</p> <p>Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'inspection des installations classées vérifie, par sondage, plusieurs permis de feu délivrés au cours de l'année 2025. L'inspection des installations classées constate que la traçabilité des informations relatives aux travaux et aux rondes de surveillance est correctement assurée.</p> <p>Au vu des éléments présentés, ce point est considéré comme soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.</p>
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant présente les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rapport de vérification des installations électriques réalisé par l'APAVE, référencé 22.601.EVY.18309.00.Q.007.ELAR.001.1 et daté du 12 septembre 2022 ;• le compte rendu de vérification périodique des installations électriques de type Q18. <p>À l'examen de ces documents, l'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rapport de vérification de l'APAVE mentionne 58 écarts, dont 44 écarts récurrents et 14 nouvelles observations ;• le compte rendu Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. <p>Les documents présentés en 2022 montrent que les installations électriques ne sont pas maintenues conformément aux normes en vigueur, malgré la réalisation d'une vérification par un organisme compétent.</p> <p>Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rapport de vérification des installations électriques réalisé par l'APAVE et daté du 16 décembre 2024 ;• le compte rendu de vérification périodique des installations électriques de type Q18, daté du 13 décembre 2024. <p>L'inspection des installations classées constate que le rapport de vérification de l'APAVE mentionne 7 écarts, dont 4 écarts récurrents et 3 nouvelles observations. Le certificat Q18 associé indique que l'installation électrique ne présente pas de risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant a levé une part significative des écarts constatés en 2022 et réalisé les travaux nécessaires ayant permis la levée de la mention défavorable figurant dans le compte rendu Q18 de 2022.</p> <p>Ce point est considéré comme soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 2.2.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues aux articles 22.21 et 22.2 du présent arrêté, par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu. Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent aux allures représentatives de fonctionnement stabilisé de l'installation. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle dans des conditions bien particulières ne permettant pas de respecter les durées de prélèvement (gaz très chargés ou très humides) ou de réaliser trois prélèvements (gaz très peu chargés correspondant à des concentrations inférieures à 20 % de la valeur limite ou installations nécessitant des durées de prélèvements supérieures à deux heures...). Dans ce cas, tout écart doit être justifié. Les résultats de mesures périodiques des émissions de polluants sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de mesures des rejets atmosphériques réalisé par Bureau Veritas, daté du 14 février 2025, concernant les chaudières G21, G22, G31 et G32. Le rapport porte la mention « Respect des valeurs limites d'émission ». Par sondage, l'inspection des installations classées constate que les paramètres mesurés sont conformes aux valeurs limites d'émission applicables à l'installation.

Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant précise que les contrôles des rejets atmosphériques pour les chaudières sont réalisés à une fréquence annuelle, conformément aux dispositions de l'article 2.2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010.

L'exploitant indique que l'absence de contrôles récents pour les turbines à gaz (TAG) s'explique par leur très faible utilisation depuis plusieurs années. Il précise que les périodes de fonctionnement sont ponctuelles, déclenchées avec des délais très courts et pour des durées d'utilisation réduites, ce qui rend la programmation de contrôles difficile. L'exploitant indique que le dernier contrôle des rejets atmosphériques pour les TAG date de 2022, correspondant à la dernière période de fonctionnement de ces équipements.

Par courriel du 9 décembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de mesures des rejets atmosphériques du 08/12/2022 réalisé par Bureau Veritas sur l'installation de cogénération. Le rapport porte la mention « Respect des valeurs limites d'émission ». Par sondage, l'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur les paramètres mesurés. Toutefois, l'exploitant indique que les turbines à gaz sont conservées en l'état au sein de l'installation, bien qu'elles ne soient pas actuellement exploitées, en l'absence de demande. **À la date de l'inspection, aucun contrôle récent des rejets atmosphériques n'a été réalisé pour les turbines à gaz, alors que ces équipements demeurent présents sur le site.**

L'inspection des installations classées rappelle que des mesures de rejets atmosphériques devront être réalisées sur ces équipements dès lors qu'ils seront exploités sur une durée compatible avec la réalisation de contrôles, conformément aux dispositions réglementaires applicables. L'exploitant devra être en mesure de justifier, à tout moment, que les périodes d'arrêt ou de fonctionnement ponctuel n'ont pas permis la réalisation de ces mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Respect des VLE - Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Le tableau récapitulatif des VLE à respecter est supprimé et remplacé par le tableau suivant :
Constats : Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de mesures des rejets atmosphériques réalisé par Bureau Veritas, daté du 14 février 2025, concernant les chaudières G21, G22, G31 et G32. Par sondage, l'inspection des installations classées constate que les paramètres mesurés sont conformes aux valeurs limites d'émission applicables à l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Respect des VLE - Cogénération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Le tableau récapitulatif des VLE à respecter est supprimé et remplacé par le tableau suivant :
Constats : Comme indiqué au point d'inspection n° 9, les turbines à gaz ne sont plus exploitées de manière continue depuis l'année 2022. Le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques, réalisé par Bureau Veritas et daté du 8 décembre 2022, conclut au respect des valeurs limites d'émission applicables. Par sondage, l'inspection des installations classées ne constate pas d'écart aux valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 2.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont vérifiés QAL 1 selon la norme NF EN 14181
Constats : Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le certificat QAL1 relatif à la baie d'analyse. Le système d'analyse est certifié QAL1 (n° 0000053810_10), délivré par le TÜV Rheinland, avec une période de validité allant du 5 mars 2018 au 4 mars 2023. Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant précise que l'installation comporte une baie d'analyse par chaudière ainsi qu'une baie dédiée à l'installation de cogénération, laquelle ne dispose que d'une seule cheminée. Les analyseurs sont de type Ultramat 23 et sont équipés d'un convertisseur permettant la mesure des oxydes d'azote (NOx). L'exploitant indique que les baies d'analyse ont été installées en 2019, soit durant la période de validité du certificat QAL1 transmis. L'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur le dépassement de la date de validité du certificat QAL1. L'exploitant n'est pas en mesure d'apporter d'élément permettant de justifier un éventuel renouvellement du certificat. À la date de l'inspection, l'exploitant ne justifie pas du renouvellement du certificat QAL1 arrivé à échéance le 4 mars 2023. Toutefois, l'inspection des installations classées prend note que l'installation des baies d'analyse a été réalisée durant la période de validité du certificat QAL1 initial. Conformément au certificat QAL1 transmis, l'analyseur assure la mesure en continu des paramètres CO, NO, NO ₂ , NO _x , SO ₂ , CO ₂ et O ₂ . La détermination des NO _x est réalisée au moyen d'un convertisseur dédié de type « Gas Konverter CG-2 » permettant la conversion du NO ₂ en NO avant analyse pour les analyseurs de type Ultramat. Pour les analyseurs de type UV600, la mesure du NO ₂ est réalisée directement. Lors de la visite du site, l'exploitant présente les racks d'analyse et précise que ceux-ci sont climatisés, conformément aux dispositions prévues par le certificat QAL1. L'exploitant devra se renseigner sur les modalités de renouvellement du certificat QAL1 et être en mesure de justifier de la conformité de ses systèmes d'analyse en continu aux exigences réglementaires applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 2.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit réaliser la première procédure QAL 2 de leurs appareils de mesure en continu selon cette norme avant le 6 novembre 2009

Constats :

Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents suivants :

- quatre rapports d'essais QAL2 relatifs à l'AMS principale des chaudières G21, G22, G31 et G32, réalisés par Bureau Veritas et datés du 30 janvier 2025 ;
- le rapport de méthode de référence (SRM) associé au QAL2 2025 pour les chaudières G21, G22, G31 et G32, relatif aux mesures des émissions atmosphériques, réalisé par Bureau Veritas et daté du 24 janvier 2025.

L'exploitant précise que le rapport SRM est transmis lors de la réalisation du QAL2 conformément aux dispositions de la norme NF EN 14181. Ce rapport est utilisé dans les rapports QAL2 afin de présenter les couples de données SRM/AMS.

Les rapports d'essais QAL2 indiquent que, pour les paramètres CO, NOx et O₂, les droites de corrélation obtenues sont jugées satisfaisantes et doivent être intégrées dans les calculs de supervision.

L'inspection des installations classées constate que les paramètres faisant l'objet du QAL2 correspondent bien aux paramètres soumis à une surveillance continue conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 août 2020.

Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la fréquence de réalisation des contrôles QAL2. L'exploitant indique que les QAL2 sont réalisés à une fréquence quinquennale et que le précédent QAL2 avait été réalisé en 2020, à la suite de l'installation des baies d'analyse en 2019. Comme discuté précédemment les TAG n'ont pas fait l'objet d'un QAL2 en 2025 du fait de l'absence de fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 2.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : De plus, l'exploitant doit réaliser la procédure QAL 3
Constats : Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées les rapports QAL3 relatifs aux paramètres CO et NOx pour les chaudières G21, G22, G31 et G32. Ces rapports reprennent les résultats des audits réalisés entre 2022 et 2025 par la société SOLSTICE. L'exploitant précise que la société SOLSTICE est en charge de la réalisation des contrôles QAL3 sur les équipements concernés et que ces contrôles sont réalisés à une fréquence semestrielle. L'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur l'existence d'une procédure relative à la réalisation des QAL3. L'exploitant présente une procédure interne décrivant la réalisation des QAL3. Cette procédure, de portée générale, précise les objectifs du QAL3, les textes de référence applicables ainsi que le principe général de mise en œuvre. Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate la présence d'une bouteille de gaz étalon utilisée pour la réalisation des QAL3. La date de validité de cette bouteille est fixée au 3 juillet 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : Un test annuel de surveillance est réalisé pour chaque appareil de mesure en continu.
Constats : Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la réalisation des analyses de surveillance technique (AST) pour les différents équipements. L'exploitant indique que les AST sont réalisées annuellement entre deux contrôles QAL2, conformément aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. L'exploitant précise que l'AST prévue en 2025 a été remplacée par la réalisation d'un nouveau QAL2. L'inspection des installations classées demande alors à l'exploitant de présenter un AST réalisé sur la période comprise entre les deux QAL2. L'exploitant présente l'AST du 23 octobre 2023 relatif à la chaudière G31, réalisé par Bureau Veritas. Concernant les turbines à gaz, l'exploitant indique que le dernier AST date de 2022, correspondant à la dernière période de fonctionnement de ces équipements, et présente le rapport du 8 décembre 2022 réalisé par Bureau Veritas.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Management environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 3 - art. 1.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant : <ul style="list-style-type: none">• l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;• les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :<ul style="list-style-type: none">◦ recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;◦ contrôle efficace des procédés ;◦ gestion des modifications.
Constats : Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur le système de management environnemental mis en place au sens de l'article 1.8.3 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2020. L'exploitant indique disposer d'une politique environnementale intégrée à un système de management. Il précise que l'entreprise est notamment certifiée ISO 9001 et ISO 14001. L'exploitant présente un plan de formation et tient à jour un état des besoins en formation de son personnel. Il indique également que différents outils sont en place afin d'assurer le pilotage des équipements énergétiques. Lors de la visite de l'installation, l'inspection des installations classées constate la présence d'éléments relatifs à la politique environnementale et énergétique affichés au sein du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Management de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 3 - 1.8.4
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de management de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant, a minima à une fréquence mensuelle : <ul style="list-style-type: none">• la consommation de combustible par équipement ;• l'énergie électrique produite ;• la chaleur produite ;• les rendements des installations calculés à partir de ces données.
Constats : Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant présente les outils de suivi mis en place afin de répondre aux dispositions de l'article 1.8.4 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Equipement de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, ...
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les moyens de lutte des installations sont conformes aux normes en vigueur et comportent : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre, répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ;• un générateur à mousse mobile. La défense extérieure contre l'incendie est assurée au minimum par 1 poteau d'incendie (PI). Ce poteau est de diamètre 300 mm (NFS 61 213), piqué directement sans passage par compteur (seul le compteur utilisant l'effet de la vitesse de l'eau sur un organe mobile en rotation est autorisé - cf. norme NFE 17 002) ni « bypass ». Le débit de la canalisation alimentant le poteau d'incendie est d'au moins 2000 litres/minute. Ce poteau doit être placé de façon à ce que l'entrée principale du bâtiment soit située à une distance d'environ 50 mètres de cet appareil par les voies praticables. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur les moyens de lutte contre l'incendie présents dans l'établissement au regard des dispositions de l'article 6.5.4 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010. L'exploitant indique qu'aucune modification n'a été apportée à l'installation et précise la présence d'extincteurs portatifs, d'extincteurs sur roues ainsi que d'un poteau incendie sur le site. Interrogé sur la présence du générateur à mousse mobile mentionné à l'article 6.5.4 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010, l'exploitant indique ne pas identifier l'équipement correspondant et ne fait état que des moyens précités. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la présence du générateur à mousse mobile requis par l'arrêté préfectoral. L'exploitant devra préciser l'ensemble des moyens de défense incendie présents sur le site au regard des dispositions de l'article 6.5.4 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010 et, le cas échéant, transmettre les éléments justifiant l'adéquation des moyens en place avec les exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Vérification des équipements de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, ...
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie. L'exploitant indique que les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification le 17 décembre 2024 par la société DESAUTEL et qu'une nouvelle intervention est programmée pour le mois de décembre 2025. Il précise également que le poteau incendie présent sur le site a été vérifié le 7 février 2025 par la société DESAUTEL. L'inspection des installations classées constate, au regard des éléments consignés dans le registre de sécurité, que l'intervention de la société DESAUTEL du 7 février 2025 relative au poteau incendie est bien tracée. Par courriel du 9 décembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les rapports d'intervention de la société DESAUTEL relatifs à la vérification du poteau incendie (7 février 2025) et des extincteurs (5 décembre 2025). Au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées constate que les extincteurs et le poteau incendie sont entretenus conformément aux dispositions de l'article 6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.3.6

Thème(s) : Risques accidentels, ...

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un réseau de détecteurs d'incendie et de gaz en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Constats :

Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents suivants :

- le plan d'implantation de la détection incendie en sous-sol ;
- le plan d'implantation de la détection incendie au rez-de-chaussée ;
- le plan d'implantation de la détection gaz ;
- la déclaration APSAD relative à la détection incendie.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose de plans de localisation des systèmes de détection. Il est également constaté que la détection incendie est reliée à un dispositif de report d'alarme vers une société de télésurveillance.

Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant présente le rapport de maintenance préventive établi par la société C4E, daté du 28 octobre 2025, relatif au système de détection incendie. Ce rapport conclut au bon fonctionnement du système.

L'exploitant présente également la fiche de contrôle établie par la société C4E concernant la détection gaz, datée du 10 novembre 2025. Cette fiche conclut à la conformité de la centrale gaz ainsi que des capteurs associés.

Concernant le caisson des turbines à gaz, l'exploitant indique que la maintenance est assurée par la société CENTRAX.

Au vu des éléments présentés, l'inspection des installations classées constate que les systèmes de détection incendie et de détection gaz sont entretenus conformément aux dispositions de l'article 6.3.6 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les installations utilisées pour la prise en charge des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant ne justifie pas, à cette date, de l'autorisation des installations de traitement des déchets auxquelles il confie ses déchets.</p> <p>Par courriel du 10 mars 2023, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les arrêtés préfectoraux d'autorisation des prestataires en charge du traitement des déchets produits par l'installation.</p> <p>Au vu des éléments transmis, ce point est considéré comme soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Registre déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : <p>Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets.</p>
Constats : <p>Par courriel du 17/11/2025, l'exploitant transmet le registre des déchets pour les mois de novembre 2024 et février 2025. Le registre n'appelle pas de remarques particulières de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2010, article 6.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, ...

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Constats :

Lors de l'inspection du 25 novembre 2025, l'inspection des installations classées constate que, dans la zone de stockage des déchets, deux fûts (l'un destiné aux huiles et l'autre aux cartouches d'encre) sont posés au sol **sans rétention**. L'exploitant indique que les fûts seront placés sur rétention dans la journée.

Par courriel du 25 novembre 2025, l'exploitant transmet des photographies attestant de la mise en rétention des fûts concernés dans la zone de stockage.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a bien entrepris les mesures correctives concernant les conditions de stockage. Le reste des stockages contrôlés lors de la visite est conforme aux dispositions de l'article 6.4.3 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2010.

Type de suites proposées : Sans suite

